

Extrait du compte rendu de la 446e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Rome, 11 septembre 1972)

Légende: Lors de la 446e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 11 septembre 1972 à Rome, les délégations interviennent sur les relations Est-Ouest et plus particulièrement sur les contacts bilatéraux avec les pays de l'Europe de l'Est. Le ministre français des Affaires étrangères Maurice Schumann et le secrétaire d'État britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth Sir Alec Douglas-Home reviennent notamment sur la question de la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) en Europe centrale, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), ainsi que sur l'attitude soviétique au Viêtnam et au Proche-Orient. Quant au problème de l'Allemagne, Sir Alec Douglas-Home déclare que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni réaffirment leurs droits et leurs responsabilités vis-à-vis du pays dans son ensemble. Il assure d'ailleurs que les alliés occidentaux continuent à défendre leur position devant les efforts du bloc de l'Est pour rehausser le statut de la République démocratique allemande (RDA) au sein des organisations internationales.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 446e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel le 11 septembre 1972 à Rome. II. Consultations politiques. CR (72) 14. pp. 1; 13-18; 29. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1971, 01/02/1971-30/03/1974. File 132.15. Volume 4/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_446e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_rome_11_septembre_1972-fr-7fce7435-092a-49b0-bf1a-655b7ea4b3cb.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 44^e REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~LE~~ AU NIVEAU

MINISTERIEL LE 11 SEPTEMBRE 1972 A ROME

Président: M. G. Medici, Ministre des affaires
étrangères d'Italie

II. CONSULTATIONS POLITIQUES

1. Relations Est/Ouest

a) Contacts bilatéraux avec les pays de l'Est

M. HARMEL rappelle qu'au cours des dernières semaines, il s'est entretenu avec le Ministre Gromyko, à l'occasion de sa visite en Belgique du 9 au 12 juillet, qu'il s'était rendu auparavant en visite officielle à Sofia du 3 au 6 juillet, que de hauts fonctionnaires belges sont allés à Bucarest entre le 28 juillet et le 3 août, et enfin qu'il a effectué une visite à Helsinki concernant les relations Est/Ouest au début de septembre.

Au cours de cet ensemble de conversations, ce sont, bien entendu, les mêmes sujets relatifs aux relations entre l'Est et l'Ouest qui ont été abordés, et ils l'ont été dans la perspective des pourparlers multilatéraux

SECRET

- 13 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

M. SCHUMANN déclare que quatre points sont à retenir des conversations qu'il a eues à Paris avec M. Gromyko quelques jours à peine après la rencontre que Sir Alec Douglas-Home, M. Rogers et lui-même avaient eue avec le Ministre soviétique à Berlin, à l'occasion de la signature du Protocole final du 2 juin.

Le premier de ces points porte sur la nécessité de faire entrer sans plus attendre les Etats allemands dans l'Organisation des Nations Unies. S'il n'a pas été surpris par les propos de M. Gromyko, qui les avait en effet déjà tenus à Berlin, M. Schumann a été frappé cependant par l'accent mis sur le caractère désuet du concept de l'Allemagne dans son ensemble et sur les précautions prises par son collègue soviétique pour expliquer que la réaffirmation des droits et des responsabilités des Quatre ne lui paraissait pas en l'occurrence nécessaire.

Certes, depuis lors, certains signes ont porté à croire que la position de l'Union soviétique s'était quelque peu assouplie. Il est bien clair que, dans la mesure même où les Occidentaux rappellent les droits et les responsabilités des Quatre pour préserver le droit du peuple allemand à l'autodétermination, ils éveillent chez leurs interlocuteurs soviétiques certaines réserves, pour ne pas dire certaines objections. M. Schumann répète que l'évolution des choses depuis lors autorise cependant peut-être un peu plus d'optimisme.

Au sujet des réductions équilibrées de forces, c'est le deuxième point, chacun sait que le gouvernement français a une position spécifique. Il a dénoncé ce qu'il croyait être le piège de cette entreprise à une époque où les Soviétiques lui étaient hostiles. Il va de soi qu'il n'est pas enclin à changer d'avis du simple fait qu'un beau jour, comme il l'avait d'ailleurs prévu, M. Brejnev a jugé que le moment était venu de répondre au "signal de Reykjavik". Ce qui est toutefois intéressant c'est que, comme l'a dit M. Harmel, le Ministre soviétique a confirmé la position de son gouvernement sur l'absence de lien entre la Conférence de sécurité, d'une part, et, d'autre part, une éventuelle négociation sur les M.B.F.R. Cependant il n'a pas exclu, cela est tout à fait exact, un certain parallélisme entre les conversations sur les M.B.F.R. et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, étant bien entendu que les conversations sur les M.B.F.R.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 14 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

pourraient être organisées dans un forum spécial ou confiées à l'organisme permanent qui, par hypothèse, serait créé par la Conférence.

Quant au troisième point, le Vietnam, M. Schumann a été très frappé par la modération de M. Gromyko. Chacun ici connaît les suggestions françaises touchant la nécessité d'un règlement qui soit à la fois politique et militaire. Cette doctrine n'a pas été contestée par le Ministre soviétique. Bien entendu, les positions de l'Union soviétique et de la France sur le problème vietnamien sont loin d'être identiques, mais, M. Schumann le répète, il a été frappé par le ton modéré de son interlocuteur.

Par contre, sur le quatrième et dernier point, à savoir la crise du Proche-Orient, l'attitude des Etats-Unis a été commentée par M. Gromyko dans des termes très sévères. Depuis lors s'est produit un événement qu'il ne présentait peut-être pas, et en tout cas qu'il n'a pas laissé deviner, à savoir le renvoi des techniciens soviétiques par le gouvernement égyptien. Mais si l'on se reporte aux événements les plus récents, et en particulier au débat qui s'est déroulé la veille devant le Conseil de sécurité, il semble que la position, au moins verbale, de l'Union soviétique n'ait pas été infléchie.

Sur le sujet du Proche-Orient, M. Schumann voudrait souligner combien il se félicite que, dans le débat par ailleurs décevant du Conseil de sécurité, l'Europe ait pris une position commune. Quatre des pays membres de l'U.E.O. y sont actuellement représentés, et dans tous les scrutins ils ont observé la même attitude, après une concertation à laquelle le Ministre a personnellement participé depuis Paris. Il tient à remercier les gouvernements présents de l'accueil qu'ils ont réservé aux amendements qu'il avait suggérés. A son avis, il est fort encourageant de constater que, dans l'affrontement des super-puissances, et dans cette espèce de connivence des extrémismes qui a poussé le débat vers une impasse, l'Europe a maintenu une position non seulement raisonnable, mais commune.

Le Ministre évoque enfin brièvement les conversations périodiques qui ont eu lieu avec les Yougoslaves, les Polonais et les Roumains. En ce qui concerne les Yougoslaves et les Polonais, il ne voit rien d'essentiel à souligner. Quand le Vice-ministre polonais des Affaires étrangères est arrivé à Paris, il venait de Bonn.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 15 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

Il y avait procédé à l'échange des instruments de ratification du traité de Varsovie, et les termes généraux dans lesquels il a évoqué les perspectives des relations polono-allemandes semblaient en gros satisfaisants. Le gouvernement français doit recevoir prochainement à Paris M. Gierak, de même d'ailleurs que M. Tepavatz, Ministre yougoslave des affaires étrangères. M. Schumann mentionne en terminant la conversation qu'il a eue avec le Vice-ministre roumain, M. Iacobescu. Comme chacun sait, celui-ci est un personnage important dans son pays, plus important même que sa fonction ne pourrait le laisser croire. A chacun des rencontres précédentes il s'était montré un des plus ardents à dénoncer les menaces que l'Union soviétique faisait peser sur la sécurité de son pays. Cette fois, il a été beaucoup plus serein quant à l'évolution des affaires européennes et quant aux rapports soviéto-roumains. C'est plutôt de l'aménagement des rapports de son pays avec la Communauté économique européenne qu'il a tenu à faire état.

M. BEMPORAD évoque les entretiens qu'ont eus les Ministres des affaires étrangères de Roumanie et d'Italie. M. Manescu - comme M. Medici - s'est félicité des excellentes relations existant entre les deux pays, mais a demandé notamment à l'Italie son appui auprès de la Communauté pour faire aboutir rapidement les négociations en cours en vue de l'élargissement des préférences généralisées à la Roumanie.

Au cours des conversations avec les Roumains, des dispositions ont été prises en vue d'une visite en Roumanie du Ministre des affaires étrangères d'Italie, probablement en novembre, et d'une visite de réciprocité du président Ceaucescu à l'invitation du président de la République italienne. Ces projets illustrent le désir de la Roumanie de maintenir des contacts étroits avec l'Italie, notamment dans le cadre des rapports entre la Roumanie et la Communauté économique européenne.

En ce qui concerne la sécurité européenne, M. Manescu a évoqué à nouveau la question de la Conférence sur la sécurité et la coopération européennes, et a insisté particulièrement sur les vues de la Roumanie à ce sujet. Bucarest rejette l'idée d'une conférence visant seulement à sanctionner un accord entre les deux blocs militaires. M. Manescu a déclaré que, dans ce cas-là, un pacte de non-agression entre l'Est et l'Ouest suffirait. Ce que veut la Roumanie, c'est un accord entre les Etats intéressés, indépendamment des zones géographiques ou des groupes politiques auxquels ils appartiennent, aux termes duquel

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 16 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

ceux-ci, égaux en droit, assumeront en toute souveraineté l'obligation commune de renoncer à l'usage et à la menace de la force dans leurs rapports mutuels. M. Medici, tout en appuyant cette idée, a rappelé les réalités de la situation internationale, dont il faut tenir compte. Il a souligné que, si l'on voulait atteindre cet objectif, la Conférence devrait être soigneusement préparée.

M. Manescu a répondu que la Roumanie partageait le point de vue de l'Italie. Toutefois, la nécessité d'une préparation minutieuse ne doit pas donner prétexte à l'ajournement de la Conférence. En fait, Bucarest considère la Conférence comme une question très urgente. M. Medici a acquiescé et a ajouté qu'afin d'éviter précisément que la Conférence aboutisse à un résultat décevant, il fallait s'assurer que les vues exprimées publiquement par les divers participants étaient assorties d'une volonté d'aboutir à une véritable réduction de la tension en Europe.

En ce qui concerne les rapports bilatéraux avec l'Union soviétique, Sir Alec DOUGLAS-HOME rappelle les difficultés devant lesquelles s'est trouvé le gouvernement britannique il y a un an, à la suite des activités d'espionnage menées par l'U.R.S.S. sous la façade de son ambassade à Londres, et notamment de sa mission commerciale. Le fait avait acquis une telle notoriété qu'il n'était plus possible de l'ignorer. Si fâcheux que ce puisse être, il fallait bien intervenir. Or, avec un an de recul, on peut dire que l'opération a été salutaire. Au cours de l'été, les Russes se sont montrés désireux de rétablir des rapports normaux, et il y a eu une amélioration sensible dans les relations, qui ont maintenant perdu un peu de leur froideur.

Au sujet des autres relations bilatérales, Sir Alec mentionne que le Vice-président de Roumanie, le Chef d'Etat-major général et le Ministre du commerce extérieur ont effectué récemment des visites fructueuses au Royaume-Uni, et l'on a enregistré également une amélioration des relations avec la Pologne. La Hongrie continue de ne pas faire grand bruit. En ce qui concerne la Yougoslavie, qui entre sans doute dans une catégorie différente, le gouvernement se félicite de la visite que la Reine, le prince Philippe et la princesse Anne doivent rendre au président Tito le mois prochain.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 17 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

Se référant aux remarques des orateurs précédents au sujet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Sir Alec déclare que ce qui importe, dans les prochains mois, c'est d'arriver à se mettre d'accord sur un ordre du jour sans trop ergoter. Du point de vue britannique, ce qui se passera après la Conférence est plus important que ce qui la précèdera, et pourvu que l'ordre du jour permette d'évoquer toutes les questions qui tiennent à coeur à l'Europe occidentale, il ne faut pas demander davantage. Sir Alec pense qu'initialement les Russes considéraient la Conférence comme un moyen possible d'empêcher l'élargissement de la Communauté européenne, mais il y a longtemps qu'ils ont renoncé à cette idée. Sir Alec est persuadé que l'un de leurs objectifs à la Conférence sera d'essayer, dans un climat de détente, d'affaiblir la volonté des pays occidentaux de défendre leurs intérêts et de faire les sacrifices que cela exige. Mais il pense que ces derniers sont suffisamment avertis pour ne pas tomber dans le piège. A son avis, l'Occident, le Royaume-Uni en tout cas, n'a rien à craindre de cette Conférence. Ce que les pays d'Europe occidentale ont pu faire pour leurs peuples surpasse de loin tout ce que les communistes ont pu réaliser, chaque jour en apporte la preuve, et c'est pavillon haut qu'ils devraient sortir d'une telle Conférence.

Quant à ce qui devrait suivre cette Conférence, il faudra aviser le moment venu. Néanmoins, afin d'exploiter toute idée jugée digne d'être poursuivie dans l'intérêt commun de l'Ouest et de l'Est, Sir Alec préférerait un organe ad hoc à quelque sorte d'organisme permanent. Sur ce point, il a en quelque sorte changé d'avis, car il estime maintenant qu'un organe ad hoc serait préférable pour commencer.

Quant aux réductions mutuelles et équilibrées de forces, plus le gouvernement britannique se penche sur la question, plus il y voit de danger pour la sécurité occidentale. Quoi qu'il en soit, il faut se résigner à l'idée qu'une telle Conférence aura sans doute lieu, et espérer qu'elle n'aura pas pour résultat d'affaiblir la position militaire de l'Occident.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 18 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

M. Schumann a évoqué la question du Moyen-Orient et parlé des délibérations du Conseil de sécurité. Sir Alec pense, lui aussi, qu'il est d'heureux présage que les pays d'Europe occidentale aient pu y parler d'une seule voix la veille même, et voter dans le même sens. Néanmoins, il est beaucoup plus difficile, naturellement, d'élaborer des méthodes permettant de tenir en échec cette tendance à l'anarchie qui caractérise notre monde moderne. A ce propos, Sir Alec croit savoir que le Ministre des affaires étrangères d'Allemagne, M. Scheel, aura des observations à présenter le lendemain, dans un cadre plus large.

M. von BRAUN (traduction de l'allemand) relève, en ce qui concerne l'évolution des relations bilatérales entre la R.F.A. et l'U.R.S.S., qu'au cours des derniers mois le gouvernement fédéral n'a eu avec M. Gromyko aucun entretien important. Le dernier entretien avec le Ministre soviétique date de juin et les ministres en ont déjà été informés.

Dans l'ensemble, il est permis d'affirmer que l'accord germano-soviétique et l'accord sur Berlin ont favorablement marqué le début du processus de normalisation entre la R.F.A. et l'Union soviétique. Le gouvernement fédéral espère qu'à la fin de ce processus, ses relations avec l'Union soviétique seront comparables à celles des autres pays membres de l'U.E.O. avec l'U.R.S.S.

Sur cette base, le gouvernement fédéral envisage d'intensifier la coopération avec l'U.R.S.S. en divers domaines, techniques et politiques. Il constate cependant, sans étonnement, que les obstacles de tous ordres subsistent, qu'ils soient psychologiques, politiques, matériels ou techniques. Grâce à l'accord sur Berlin, il a été plus facile d'inclure la ville de Berlin dans divers autres accords et traités, soit déjà conclus, soit envisagés entre la R.F.A. et l'Union soviétique. Dans ces conditions, on peut aborder, pas à pas, la mise au point de certains de ces accords. Le 5 juillet, le gouvernement fédéral a conclu avec l'Union soviétique un accord

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 29 -

U.E.O. SECRET

CR (72) 14

Sir Alec DOUGLAS-HOME remercie M. von Braun d'avoir mis le Conseil au courant des efforts déployés par la République Fédérale pour aboutir à la conclusion d'un traité de relations générales. Le gouvernement britannique participe à cette action, aux côtés de la France et des Etats-Unis, parce qu'il a été convenu qu'il est souhaitable que ces trois gouvernements réaffirment leurs droits et leurs responsabilités vis-à-vis de l'Allemagne dans son ensemble. Ils l'ont fait savoir conjointement et individuellement à M. Gromyko et jusqu'ici, autant qu'on sache, l'Union soviétique n'a pas répondu. En ce qui concerne la solidarité occidentale, les pays de l'Ouest ont assez bien défendu leurs positions, en 1972, devant les efforts de l'Est pour rehausser le statut de la R.D.A. au sein des organisations internationales. Pour sa part, le gouvernement britannique poursuivra cette politique d'étroite coopération.

M. SCHMELZER appuie les remarques de Sir Alec. Malgré la pression croissante de certains milieux politiques, aux Pays-Bas, en faveur d'une reconnaissance rapide de la R.D.A., les Pays-Bas, comme le Royaume-Uni, continueront de soutenir la République Fédérale d'Allemagne sur ce point.

M. HARMEL déclare que la position de son gouvernement est la même que celle que M. Schmelzer vient d'exprimer. Peut-être faut-il ajouter que la Finlande est quelque peu embarrassée dans ses explications : elle ne peut pas facilement expliquer comment, notamment en ce qui concerne le problème des suites de la guerre, elle négocie d'abord d'un côté, sans s'assurer de ce qu'il y ait un certain parallélisme quant aux conclusions qui pourraient être tirées de cette conversation si elle s'amorçait des deux côtés. Après avoir entendu M. von Braun cet après-midi, et ayant entendu M. Karjalainen il y a une semaine, il se rend parfaitement compte de ce qu'il y a un grand écart entre, d'une part, ce que la Finlande aimerait pouvoir adopter comme position ou comme explication de ses attitudes, et, d'autre part, la position exprimée par M. von Braun et que ses collègues comprennent.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET